



Comité diversité et inclusion

Mémoire dans le cadre de la consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques

Le Centre d'éducation et d'action des femmes (CÉAF) est un Centre de femmes. C'est un lieu géré par des femmes où celles-ci se regroupent et se donnent ensemble des moyens pour conquérir leur autonomie sur divers plans: économique, affectif et social.

Depuis 47 ans, le CÉAF a comme mission de briser l'isolement des femmes et de lutter contre les injustices sociales et contre toute forme de discrimination.

Nos services et nos ateliers d'éducation populaire visent un partage des connaissances des enjeux qui touchent les femmes, la déconstruction de préjugés, une prise de conscience des systèmes qui engendrent l'isolement, la pauvreté, les discriminations, et susciter l'engagement pour améliorer les conditions de vie de toutes les femmes.

Par la voix de son comité diversité et inclusion, le CÉAF dépose ce mémoire dans le cadre de la consultation publique sur le racisme et la discrimination systémique. Considérant les expériences et les témoignages des femmes avec qui nous travaillons, nous avons le devoir de prendre la parole et de nommer notre indignation face au racisme et aux discriminations que les femmes racisées vivent, que ce soit dans les rues de Montréal, dans ses transports publics ou dans les logements. Le racisme et les discriminations systémiques préoccupent le CÉAF à un point tel que, depuis plus de sept ans, nos deux comités: *femmes et logement* et *harcèlement de rue*, prennent en considération les violences que ces femmes subissent au quotidien. D'ailleurs, notre mémoire s'appuie sur quelques témoignages choisis parmi les 400 recueillis par nos deux comités, témoignages de femmes immigrantes/ racisées.

La plupart des répondantes racisées indiquent que les lieux publics où elles subissent le plus de harcèlement sont la rue, les parcs et les transports en commun (quais, couloirs, wagons, autobus, arrêt d'autobus).

De toute évidence, la Ville de Montréal et la STM, notamment, ont un rôle de premier plan à jouer dans la mise en place de mesures afin que les femmes puissent être et se sentir en sécurité dans la rue et dans les transports en commun.

Considérant que les femmes vivent ou craignent de vivre du harcèlement sexuel et raciste dans l'espace public, la Ville et la STM ont une responsabilité à prendre. En effet, il arrive que ces discriminations soient exercées par ceux-là même dont la profession implique d'intervenir et de prévenir ces types d'actes (Policier, agent STM...).

Le harcèlement de rue prend racine dans les mentalités sexistes et est entrecroisé de plusieurs autres formes de discrimination. Ainsi, le harcèlement vécu et craint par les femmes est différent selon qu'elles soient trans, autochtones, racisées, lesbiennes, jeunes ou plus âgées, en situation d'itinérance ou de pauvreté, avec une mobilité réduite (ex : enceinte, accompagnée d'un enfant marchant ou dans une poussette, en fauteuil roulant, se déplaçant avec une canne), etc. En ce sens, il faut souligner qu'en cette ère de Loi 21, discriminatoire et inique, plusieurs femmes musulmanes et arabes nous expriment être la cible d'attaques, d'autres nomment se sentir particulièrement vulnérables et ciblées.

Le harcèlement de rue n'est qu'un symptôme de la violence quotidienne que les femmes subissent et qui fait partie d'un système violent à leur encontre.

Les violences faites aux femmes ne s'arrêtent pas à la rue. Notre comité *femmes et logement* a levé le voile sur du harcèlement, de la discrimination et du racisme de la part des propriétaires, concierges et co-chambreurs.

En effet, l'attente d'un statut migratoire et la banalisation du racisme sont des leviers pour les propriétaires d'appartement, les concierges et les co-chambreurs qui perpétuent à leur tour le cycle de cette violence systémique (ex. refus de louer, entrée par effraction, violences sexuelles commises dans les logements...).

Il est clair que les agresseurs doivent être appréhendés comme des acteurs individuels, mais aussi comme des contributeurs d'un système qui perpétue les discriminations et le racisme.

L'intimidation, le chantage, les menaces de les dénoncer à l'immigration et la peur d'être expulsées du Canada maintiennent les femmes à statut précaires et les femmes immigrantes dans un climat de peur, de harcèlement et d'agression. Rigorta, Lani, Hamina et toutes les autres nous ont témoignées de la peur de faire valoir leurs droits. Elles étaient toutes terrorisées à l'idée d'être déportées.

Témoignages :

Lani, 42 ans (Octobre 2015)

Je suis arrivée à Montréal en 2008, je suis née dans le Bidonville de Manille aux Philippines.

En juin 2014, le concierge de l'immeuble où j'habitais s'est présenté chez moi vers 21h00. Il avait dans son regard une lueur de haine. Il me faisait peur. Il m'a agressé sexuellement à cause d'un prétexte de dette inexistante, je payais mes loyers en argent comptant et il ne me fournissait pas de reçus.

Je n'osais pas porter plainte, car je me dis que quand on est une pauvre immigrante, on n'a pas de droits... personne ne nous croit...

Hamina, 33 ans (Mai 2015)

Je suis arrivée la première au Québec. Je devais trouver notre appartement en attendant l'arrivée de mon mari. Quand j'appelais on voulait bien me passer en entrevue. Je viens de l'Algérie. On confond souvent mon accent avec un accent français. Quand les propriétaires voyaient que je portais le voile, leur visage changeait. J'ai été victime de discrimination, je le suis encore aujourd'hui. Être victime de discrimination systémique ça finit par te mettre en colère.

Un jour, ça devait bien être le 10^{ième} logement que je visitais. J'ai été agressée et humiliée par le propriétaire. L'immeuble était assez beau et propre. Quand le propriétaire est arrivé à ma rencontre il m'a annoncé que l'on visitait un nouveau logement, fraîchement rénové. Le logement était plus cher mais en meilleur état.

Depuis ce jour, je fais des crises d'anxiété, et dire que je pensais que ma vie allait être belle au Canada.

Rigorta (Septembre 2015)

Je suis arrivée au Québec, il y a 1 an et demi. J'ai quitté seule l'Argentine avec mes deux enfants. J'avais quitté mon mari quelques années auparavant. Il était violent.

En décembre dernier j'ai trouvé mon premier appartement. J'étais fière,

Au début, j'avais une bonne relation avec le concierge, nos rapports étaient cordiaux.

Mais, la situation a dégénéré rapidement. Un soir il avait bu, il a frappé avec insistance à ma porte, il criait, il m'insultait.

Le lendemain, je l'ai croisé dans le corridor, il m'a dit " Ferme ta gueule ostie de race, ici t'as pas de droits, ici personne ne veux de toi."

Anonyme

"J'aimerais qu'on réalise que les hommes les plus dangereux dans la rue à Montréal sont les policiers, qui empirent les situations par leur présence et leur formation en répression et non en « care », qui interviennent de manière brutale, profilent les gens, sont sexistes, ne croient pas les femmes qui dénoncent la violence masculine et/ou sexuelle, discriminent les femmes de la rue, toxicomanes, prostituées, itinérantes. Que leur impunité cesse!"

Tant que les femmes peineront à se trouver un logement décent et sécuritaire pour elles et leurs enfants et tant qu'elles ne se sentiront pas libres et en sécurité partout, c'est-à-dire dans :

- ✓ Toutes les rues de Montréal;
- ✓ L'ensemble du réseau de la STM;
- ✓ Toutes les installations municipales;
- ✓ Dans toutes les habitations de la ville : HLM, coopérative et OSBL d'habitation, CHSLD, logements privés, etc.

Le CÉAF fait les propositions suivantes :

- ✚ Financer de manière récurrente les projets qui soutiennent l'égalité et les droits des femmes;
- ✚ Examiner les pratiques qui, au sein des instances de la Ville peuvent avoir pour effet d'exclure les femmes racisées et ethnicisées, contribuer à la perpétuation des violences qu'elles subissent ou être des leviers pour l'exercice de violences à leur encontre dans d'autres lieux. Par exemple, est-il nécessaire d'exiger d'un organisme demandant un soutien financier de fournir la liste des utilisateurs de l'organisme, leurs coordonnées et parfois même les numéros d'assurance sociale ?
- ✚ Favoriser la reconnaissance du rôle et de la contribution des femmes racisées et ethnicisées dans l'histoire et la mémoire montréalaise;
- ✚ Embaucher plus de femmes racisées et ethnicisées à la Ville de Montréal;
- ✚ Former les employéEs de la Ville de Montréal à recevoir les dénonciations avec respect et à référer les victimes vers des ressources d'aide adéquates et adéquatement financées;
- ✚ Récolter des statistiques sur les actes de racisme et discriminations systémique pour mieux les documenter, afin d'offrir des services adéquats aux populations ciblées, en utilisant « l'ADS+ » l'analyse différenciée selon les sexes dans une approche intersectionnelle; entrecroisement des discriminations que les femmes vivent par rapport à leur appartenance ethnique, leur situation de handicap, leur religion, leur orientation sexuelle, leur statut d'immigrante, etc.
- ✚ Soutenir financièrement la recherche et les pratiques visant à connaître et comprendre les violences systémiques vécues par les femmes racisées et ethnicisées.
- ✚ Intégrer ces revendications aux objectifs de lutte pour l'égalité de la Ville de Montréal.

Le conseil d'administration pour Le Centre d'éducation et d'action des femmes